

Accord technique relatif à l'essai avec des ensembles de camions plus longs et plus lourds qui implique le franchissement des frontières entre la Région wallonne, la Région flamande et les Pays-Bas.

Accord technique en application de la Décision M(2015)15 du Comité de Ministres Benelux du 16 novembre 2015 relative à des essais effectués avec des ensembles de camions plus longs et plus lourds qui impliquent le franchissement d'une frontière intra-Benelux

1. Cadre

Aux Pays-Bas, les ensembles de camions plus longs et plus lourds peuvent circuler sur un réseau routier spécifique. Moyennant une dispense pour les ensembles de camions plus longs et plus lourds, un transporteur peut circuler sur toutes les routes prévues aux Pays-Bas pour la circulation des ensembles de camions plus longs et plus lourds.

En Région Wallonne, un essai impliquant des ensembles de camions plus longs et plus lourds a démarré le 1^{er} septembre 2017. Les transporteurs peuvent demander à l'instance publique une autorisation en vue de circuler sur un trajet spécifique proposé par leurs soins. L'instance publique concernée évalue la demande sur la base des critères spécifiés dans la réglementation wallonne.

La Région flamande débute au 1^{er} juillet un deuxième projet pilote, basé notamment sur les résultats et l'évaluation du premier projet pilote flamand qui courait du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018. Les transporteurs peuvent introduire auprès de l'instance publique concernée une demande pour le raccordement d'un tronçon déterminé au réseau de base réservé à la circulation des VLL en Flandre. L'instance publique concernée évalue la demande sur la base des critères fixés dans la réglementation flamande.

L'objectif de l'essai wallon et flamand est, au préalable, d'évaluer les conséquences de la mise en circulation de ces camions plus longs et plus lourds sur la sécurité routière, l'infrastructure routière, sur les aspects relatifs à la mobilité et sur le risque de transfert modal, sur l'environnement et sur les aspects économiques.

Le décret wallon du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds dans le cadre de projets pilotes limite le nombre d'autorisations et d'itinéraires en fonction des nécessités d'évaluation du projet-pilote.

Dans le projet pilote flamand, le nombre de demandes nouvelles est limité à trente par six mois.

À l'heure actuelle, la circulation des ensembles de camions plus longs et plus lourds est limitée au propre territoire en Région wallonne, aux Pays-Bas et en Région flamande, à savoir que la possibilité de trafic transfrontalier n'est pas prévue, sans toutefois que le franchissement des frontières ne soit totalement exclu.

La Décision M(2015)15 du Comité de ministres Benelux du 16 novembre 2015 offre la possibilité de mettre en œuvre des essais transfrontaliers y afférents au niveau Benelux, moyennant l'accord explicite des autorités compétentes concernées de part et d'autre de la frontière, et moyennant le respect des conditions applicables de part et d'autre de la frontière.

Les Pays-Bas, la Région wallonne et la Région flamande ont convenu d'utiliser cette possibilité tout en tenant compte du fait que la Région Wallonne souhaite veiller à une distribution géographique appropriée des participants à un tel essai transfrontalier.

Dans le présent accord, ils donnent une vue d'ensemble des modalités spécifiques en la matière.

Le présent accord technique confirme l'accord explicite donné conformément aux usages internes des autorités compétentes tel que visé à l'article 2, alinéa 2, sous c), de la décision M(2015)15, et présente une vue d'ensemble des conditions qui découlent de l'application de l'article 2, alinéa 2, sous a) et b), de la même décision.

Le présent accord technique n'est pas contraignant sur le plan juridique et ne fait pas naître de droits ou d'obligations de droit international entre la Région wallonne, la Région flamande et les Pays-Bas.

2. Définitions

Dans le présent accord technique, il convient de comprendre par :

« la Décision » : Décision M(2015)15 du Comité de Ministres Benelux du 16 novembre 2015 relative à des essais effectués avec des ensembles de camions plus longs et plus lourds qui impliquent le franchissement d'une frontière intra-Benelux ;

« Autorités compétentes » : les autorités compétentes aux Pays-Bas, en Région wallonne et en Région flamande conformément à l'article 1, sous c), de la Décision, à savoir :

- Pour les Pays-Bas : Dienst Wegverkeer (RDW),
- Pour la Région wallonne : le Service public de Wallonie ;
- Pour la Région flamande : Agentschap Wegen en Verkeer ;

« Ensembles de camions plus longs et plus lourds » : les ensembles de camions plus longs et plus lourds tels que définis à l'article 1, sous b), de la Décision.

3. Projet pilote

Conformément à l'article 2, alinéa 1, de la Décision, les autorités compétentes ont donné l'autorisation de transport par VLL aux Pays-Bas, en Région wallonne et en Région flamande. L'autorisation des Pays-Bas, de la Région wallonne et de la Région flamande, prend cours, le 1^{er} juillet 2018 et prend fin le 31 décembre 2024 et ce, sans préjudice de l'application du point 11.

Les autorisations sont subordonnées au respect des modalités spécifiées ci-dessous.

Les Pays-Bas, la Région wallonne et la Région flamande confirment respectivement en avoir informé la Commission européenne conformément à l'article 3, alinéa 2, de la Décision.

Ainsi, en application de l'article 2, alinéa 2, de la Décision, les ensembles de camions plus longs et plus lourds peuvent effectuer des transports transfrontaliers entre les Pays-Bas, la Région wallonne et la Région flamande entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2024, moyennant le respect des conditions applicables.

4. Objectif de l'essai

Cet essai a pour objet de permettre aux Pays-Bas, à la Région wallonne et à la Région flamande de se faire une opinion sérieuse, grâce au résultat de cet essai, sur la valeur ajoutée de l'utilisation transfrontalière de VLL. Vu

la pertinence éventuelle des résultats (intermédiaires) de l'essai pour les autres partenaires Benelux, la décision prévoit que ceux-ci sont partagés et abordés avec les autres partenaires Benelux.

5. Participation à l'essai

Les transporteurs qui souhaitent effectuer un transport VLL entre les Pays-Bas, la Région wallonne et la Région flamande pendant la période d'essai visée au point 3 devront demander une autorisation formelle auprès des services compétents de la Région wallonne pour ce qui concerne les trajets en Région wallonne, un contrôle technique et une dispense aux Pays-Bas pour ce qui concerne le transport aux Pays-Bas et une autorisation en Région flamande pour ce qui concerne le transport en Région flamande. Ces demandes devront être formulées conformément aux modalités applicables aux demandes d'autorisations et de dispenses pour les opérations VLL respectivement au sein de la Région wallonne, des Pays-Bas et de la Région flamande, sans préjudice des dispositions figurant aux points 6 et 7.

Dans le cadre de cet essai, seules les entreprises ayant un siège social dans un des pays du Benelux participant à l'essai sont éligibles à pouvoir bénéficier d'itinéraires transfrontaliers ;

La région wallonne veillera, concernant les autorisations à délivrer à des entreprises de transport, à une distribution géographique appropriée des participants à l'essai transfrontalier.

6. Exigences techniques pour les VLL

Les exigences techniques applicables aux Pays-Bas, en Région wallonne et en Région flamande, en ce qui concerne les VLL demeurent pleinement applicables dans le cadre du projet.

En outre, dans le cadre de l'essai, le marquage suivant doit obligatoirement figurer à l'arrière du VLL :



Où



Il convient de tenir compte des spécifications suivantes :

- Dimension 565 mm x 200 mm (+/- 5 mm) Dimension 565 mm x 200 mm (+/_ 5 mm)
- Le marquage doit être réalisé avec une surface jaune réfléchissante d'au moins classe 2, comme visé au règlement CEE/ONU n°70, et d'une bordure rouge réfléchissante de 40 mm(+/- 1 mm)

Le texte doit être bien lisible et se conformer aux spécifications suivantes :

- a. police de caractère Helvetica neue - black condensed;
- b. les caractères doivent avoir une hauteur de 80 mm.

7. Exigences pour les chauffeurs

En vertu des prescriptions applicables aux Pays-Bas, en Région wallonne et en Région flamande, le chauffeur doit être depuis au moins 5 ans en possession d'un permis de conduire CE, et il ne pourra pas avoir eu de déchéance du permis de conduire au cours des 3 dernières années. Pour les opérations VLL aux Pays-Bas et en Région flamande, le chauffeur doit en outre avoir obtenu un certificat VLL, comme prévu dans la réglementation néerlandaise et flamande. Pour les opérations VLL en Région wallonne, le chauffeur doit avoir suivi une formation minimale, comme prévu dans la réglementation wallonne applicable. Le certificat VLL obtenu en vertu de la réglementation des Pays-Bas ou flamande est réputé témoigner de l'accomplissement de cette formation minimale.

8. Codes de la route

Les règles du Code de la route applicables en Région wallonne, en Région flamande et aux Pays-Bas pour les VLL demeurent pleinement applicables.

9. Information

Les autorités compétentes se chargent de faire parvenir aux autres interlocuteurs tous les documents pertinents relatifs à la législation applicable en matière de circulation de VLL sur leur propre territoire, et de s'informer mutuellement dans les plus brefs délais de toute modification dans ladite législation.

10. Évaluation

Conformément à l'article 3, alinéa 3, de la Décision, les résultats intermédiaires et définitifs du projet seront évalués, partagés et abordés avec les autres partenaires Benelux. Sur la base de cette évaluation, des accords de suivi pourront être conclus.

11. Cessation anticipée éventuelle

Le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la Décision ne serait plus applicable dans le cas où l'un ou l'autre des partenaires Benelux participants à l'essai notifierait sa volonté de cessation anticipée de l'autorisation visée à l'article 3.

12. Participation d'autres partenaires Benelux

Dans le cas où d'autres partenaires Benelux souhaiteraient également autoriser des transports VLL transfrontaliers en vertu de la Décision, les Pays-Bas, la Région wallonne et la Région flamande s'engagent à actualiser le présent accord technique, pour autant que cela s'avère pertinent.

Fait, le 22 janvier 2019

en langue néerlandaise et française.

Pour la Région flamande



Monsieur T. Roelants
Administrateur-generaal Agentschap Wegen en Verkeer

Pour la Région wallonne



Monsieur E. WILLAME
Directeur Général de la Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments
Service Public de Wallonie

Pour les Pays-Bas



Madame drs. R.W.C. Clabbers,
Directeur Wegen en Verkeersveiligheid,
Ministerie van Infrastructuur en Waterstaat

Technische afspraak betreffende een proef met langere en zwaardere vrachtwagencombinaties waarbij de grenzen tussen het Waalse Gewest, het Vlaams Gewest en Nederland worden overschreden

Technische afspraak in toepassing van de Beschikking M(2015)15 van het Benelux Comité van Ministers van 16 november 2015 betreffende proeven met langere en zwaardere vrachtwagencombinaties waarbij een intra-Benelux grens wordt overschreden

1. Kader

In Nederland zijn langere en zwaardere vrachtwagencombinaties toegestaan op een welbepaald wegennet. Op basis van een ontheffing voor langere en zwaardere vrachtwagencombinaties mag een transporteur rijden op alle wegen die in Nederland zijn vrijgegeven voor langere en zwaardere vrachtwagencombinaties.

In het Waalse Gewest is op 1 september 2017 een proef gestart met langere en zwaardere vrachtwagencombinaties. Transporteurs kunnen bij een overheidsinstantie een vergunning aanvragen om op een welbepaald, door hen voorgesteld, traject te rijden. De betreffende overheidsinstantie beoordeelt de aanvraag op basis van de in de Waalse regelgeving vastgestelde criteria.

In het Vlaams Gewest is per 1 juli 2018 een tweede proefproject gestart, mede op basis van de resultaten en evaluatie van de eerste Vlaamse proef welke liep van 1 juli 2016 tot 30 juni 2018. Transporteurs kunnen bij de betreffende overheidsinstantie een aanvraag indienen voor aantakking van een bepaald traject op het voor LZV verkeer vrijgegeven basisnetwerk binnen Vlaanderen. De betreffende overheidsinstantie beoordeelt de aanvraag op basis van de in de Vlaamse regelgeving vastgestelde criteria.

Met de Waalse en de Vlaamse proef wordt in eerste instantie beoogd de gevolgen te beoordelen van het in het verkeer brengen van deze langere en zwaardere vrachtwagens voor de verkeersveiligheid, de verkeersinfrastructuur, de mobiliteit en het risico op modal shift, het milieu en de economie.

In het Waals decreet van 26 mei 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen in het kader van proefprojecten wordt het aantal vergunningen en trajecten naargelang van de noodzaak van een evaluatie van het proefproject beperkt.

In het Vlaamse proefproject is het aantal nieuwe aanvragen beperkt tot dertig per zes maanden.

In Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest is het verkeer met langere en zwaardere vrachtwagencombinaties vooralsnog beperkt tot het eigen grondgebied, in die zin dat de mogelijkheid van grensoverschrijdend verkeer thans niet is voorzien, zonder dat dergelijke grensoverschrijding evenwel geheel uitgesloten wordt.

Beschikking M(2015)15 van het Benelux Comité van Ministers van 16 november 2015 biedt de mogelijkheid om binnen de Benelux tot grensoverschrijdende proeven te komen ter zake, mits uitdrukkelijke instemming van de betrokken bevoegde autoriteit aan deze en gene zijde van de grens, en mits naleving van de aan deze en gene zijde van de grens toepasselijke voorwaarden.

Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest zijn overeengekomen om gebruik te maken van deze mogelijkheid, met dien verstande dat er rekening mee moet worden gehouden dat het Waalse Gewest wil waken over een passende geografische verspreiding van de deelnemers aan een dergelijke grensoverschrijdende proef.

Zij geven in onderhavige technische afspraak een overzicht van de specifieke modaliteiten ter zake.

Onderhavige technische afspraak bevestigt de conform hun eigen interne geplogenheden gegeven uitdrukkelijke instemming van betrokken bevoegde autoriteiten als bedoeld in artikel 2, lid 2, onder c), van beschikking M(2015)15, en biedt een overzicht van de voorwaarden die voortvloeien uit de toepassing van artikel 2, lid 2, onder a) en b), van diezelfde beschikking.

Deze technische afspraak is niet juridisch verbindend en brengt geen internationaalrechtelijke rechten of verplichtingen tot stand tussen het Waalse Gewest, het Vlaams Gewest en Nederland.

2. Definities

In deze technische afspraak wordt verstaan onder:

“de beschikking”: Beschikking M(2015)15 van het Benelux Comité van Ministers van 16 november 2015 betreffende proeven met langere en zwaardere vrachtwagencombinaties waarbij een intra-Benelux grens wordt overschreden;

“Bevoegde autoriteiten”: de bevoegde autoriteiten in Nederland, in het Waalse Gewest en in het Vlaams Gewest in de zin van artikel 1, onder c), van de beschikking, zijnde:

- Voor Nederland: de Dienst Wegverkeer (RDW),
- Voor het Waalse Gewest: de Service public de Wallonie (Waalse Overheidsdienst)
- Voor het Vlaams Gewest: het Agentschap Wegen en Verkeer;

“Langere en zwaardere vrachtwagencombinaties”: Langere en zwaardere vrachtwagencombinaties zoals gedefinieerd in artikel 1, onder b), van de beschikking.

3. Proefproject

Conform artikel 2, lid 1, van de beschikking, hebben de bevoegde autoriteiten toestemming verleend om LZV vervoer te verrichten in Nederland, in het Waalse Gewest en in het Vlaams Gewest. De toestemming van Nederland, van het Waalse Gewest en van het Vlaams Gewest gaat in op 1 juli 2018 en eindigt op 31 december 2024, zulks onverminderd de toepassing van punt 11.

De toestemmingen worden afhankelijk gesteld van de nakoming van de hierna weergegeven modaliteiten.

Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest bevestigen ieder de Europese Commissie hiervan in kennis te hebben gesteld conform artikel 3, lid 2, van de beschikking.

Met toepassing van artikel 2, lid 2, van de beschikking kunnen langere en zwaardere vrachtwagencombinaties aldus grensoverschrijdend vervoer verrichten tussen Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest, tijdens een periode lopende van 1 juli 2018 tot 31 december 2024, mits naleving van de toepasselijke voorwaarden.

4. Doel van de proef

Het doel van de proef is dat Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest zich een gedegen oordeel kunnen vormen, op grond van de uitkomst van het proefproject, over de toegevoegde waarde van

het grensoverschrijdend gebruik van LZV. Gezien de mogelijke relevantie van de (tussen)resultaten van de proef voor de andere Benelux-partners is in de beschikking voorzien dat deze gedeeld en besproken worden met die andere Benelux-partners.

5. Deelname aan de proef

Transporteurs die tijdens de onder punt 3 genoemde proefperiode LZV-vervoer wensen te verrichten tussen Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest dienen een formele vergunning aan te vragen bij de bevoegde diensten in het Waalse Gewest voor wat betreft het binnen het Waalse Gewest af te leggen traject, een keuring en ontheffing in Nederland voor wat betreft het vervoer in Nederland en een vergunning voor wat betreft het vervoer binnen het Vlaams Gewest. Een en ander volgens de modaliteiten die gelden voor aanvragen van vergunningen en ontheffingen voor LZV-verrichtingen binnen respectievelijk het Waalse Gewest Nederland en het Vlaams Gewest, onverminderd hetgeen onder punten 6 en 7 vermeld wordt.

In het kader van deze proef kunnen alleen ondernemingen die een maatschappelijke zetel in één van de aan de proef deelnemende Benelux-landen hebben, in aanmerking komen voor grensoverschrijdende trajecten.

Met betrekking tot de aan vervoersondernemingen te verlenen vergunningen zal het Waalse Gewest toezien op een passende geografische verspreiding van de deelnemers aan de grensoverschrijdende proef.

6. Technische eisen aan de LZV

De technische eisen welke in Nederland, in het Waalse Gewest en in het Vlaams Gewest gelden voor LZV zijn onverminderd van kracht in het kader van de proef.

Daarenboven is in het kader van de proef de volgende markering op het achterste voertuig van een LZV verplicht:



of



Daarbij gelden de volgende specificaties:

- Afmeting 565 mm x 200 mm (+/- 5 mm)
- De markering moet uitgevoerd met een geel retro reflecterend vlak van minimaal klasse 2 als bedoeld in VN ECE-reglement nr. 70 met een rode fluorescerende rand van 40 mm (+/- 1 mm)

De tekst moet goed leesbaar te zijn, waarbij:

- het lettertype Helvetica neue - black condensed is;
- de hoogte van de letters 80 mm is;

7. Eisen aan de chauffeur

Op grond van de in Nederland, het Waalse gewest en het Vlaams Gewest van toepassing zijnde voorschriften, moet de chauffeur minimaal 5 jaar in het bezit zijn van een rijbewijs CE, en mag hij, voor wat betreft Nederland en het Waals Gewest de laatste 3 jaar geen rij-ontzegging opgelegd hebben gekregen en voor wat betreft het Vlaams Gewest het laatste jaar geen rij-ontzegging opgelegd hebben gekregen. Voor LZV-verrichtingen in Nederland en in het Vlaams Gewest dient de chauffeur bovendien een LZV certificaat verkregen te hebben zoals voorzien in de toepasselijke Nederlandse en Vlaamse regelgeving). Voor LZV-verrichtingen in het Waalse Gewest dient de chauffeur een minimumopleiding te hebben gevolgd zoals voorzien in de toepasselijke Waalse regelgeving. Het op grond van de Nederlandse of Vlaamse regelgeving verkregen LZV-certificaat geldt als bewijs van het feit dat deze minimumopleiding werd voltooid.

8. Wegcodes

De in het Waalse Gewest, in het Vlaams Gewest en in Nederland van toepassing zijnde verkeersregels voor LZV zijn onverminderd van kracht.

9. Informatie

De bevoegde autoriteiten dragen er zorg voor elkaar in het bezit te stellen van alle relevante documenten aangaande van toepassing zijnde regelgeving op het LZV verkeer op hun eigen grondgebied, en elkaar onverwijld op de hoogte te stellen van wijzigingen in die regelgeving.

10. Evaluatie

Conform artikel 3, lid 3, van de beschikking, zullen tussentijdse en eindresultaten van de proef gezamenlijk worden geëvalueerd en met de overige Benelux-partners gedeeld en besproken. Op basis van de evaluatie kunnen nadere afspraken gemaakt worden.

11. Eventuele voortijdige beëindiging

In voorkomend geval zal artikel 2, lid 2, van de beschikking niet langer van toepassing zijn als een van aan de proef deelnemende Beneluxpartners zou meedelen de in artikel 3 bedoelde toestemming voortijdig te willen intrekken.

12. Aansluiting andere Benelux-partners

Indien andere Benelux-partners op basis van de beschikking ook grensoverschrijdende verrichtingen met LZV wensen toe te laten, nemen Nederland, het Waalse Gewest en het Vlaams Gewest zich voor onderhavige technische afspraak te actualiseren, voor zover relevant.

Gedaan op 22 januari 2019

in de Nederlandse en Franse taal

Voor het Vlaams Gewest



De heer T. Roelants
Administrateur-generaal Agentschap Wegen en Verkeer

Voor het Waalse Gewest



De heer E. WILLAME
Directeur Général de la Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments
Service Public de Wallonie

Voor Nederland



Mevrouw drs. R.W.C. Clabbers,
Directeur Wegen en Verkeersveiligheid,
Ministerie van Infrastructuur en Waterstaat

